

LOIS ANTI-GREVES POUR 1952

Le voyou
Nicolas FRANCO
l'assassin
frère
de l'assassin
est à Paris

L E frère du « caudillo » et l'un de ses conseillers est depuis quatorze ans ambassadeur auprès d'un autre jésuite assassin : Salazar, le dictateur portugais.

Nicolas Franco, dans une interview accordée au « Monde » a prôné l'en-



Nicolas FRANCO
en « Mission Diplomatique » !

tente franco-espagnole, c'est-à-dire l'entente entre la France M.R.P. de Schuman et l'Espagne phalangiste de Franco. Il a ajouté que cette entente était d'autant plus réalisable que l'Angleterre et les Etats-Unis y sont favorables !

Nous savons bien, hélas, que « démocraties » soutiennent Franco. Et celui-ci pour donner sans doute moins de bras à leurs consciences ouvre les frontières de l'Espagne aux exilés ! Tout au moins c'est Nicolas Franco qui le déclarait dans une Conférence de Presse, le jeudi 21 : « Tous les Espagnols, quels qu'ils soient, célèbres ou non, peuvent réintégrer leur patrie

FONTENIS.
(Suite page 2, col. 3.)

La grève tunisienne

Le refus absolu de tenir compte des réalités sociales, en Tunisie, illustre la stupidité gouvernementale. Les « pourparlers », ou mieux, l'absence de pourparlers de ces jours derniers, les faux-fuyants opposés par les gouvernements aux timides revendications des représentants de la Tunisie, témoignent bien de l'incapacité fondamentale des hommes d'Etat à concevoir sainement une situation, c'est-à-dire en tenant compte des aspirations populaires.

Toute une population, en Tunisie, manifeste clairement sa détermination de rejeter l'oppression de l'imperialisme français. Toutes les organisations syndicales, tous les partis, toutes les fractions de l'opinion populaire, acceptent de s'unir sur cet objectif unique. Un peuple entier décide une grève générale totale en signe de protestation. Et que fait le gouvernement ? Il hésite sur le choix du fonctionnaire qui sera chargé de la répression en Tunisie ! Prendra-t-on Naegelen, le démagogue assassin qui s'est illustré en Algérie ? Lui préférera-t-on le général Duval, bourreau, qui dirigea, avec une férocité exceptionnelle, la répression des « émeutes » du constantinois en 1945 ? Quoi qu'il en soit, une chose est certaine, il y aurait de la naïveté à attendre une quelconque compréhension des questions tunisiennes, de la part de la réaction. Seule une épreuve de force fera comprendre à certains que l'ère de l'imperialisme français est révolue. Et de cette

NOUVELLES INFAMIES COLONIALISTES

O N connaît mal, dans la métropole, les atrocités perpétrées, jour après jour, dans les pays colonisés par l'imperialisme français. Tortures sadiques, condamnations à mort, procès truqués, violations systématiques de la dignité humaine, tel est le tableau authentique de l'occupation française. Le 10 novembre, 22 nouvelles condamnations à mort pour « actes de rébellion » vieux de 5 ans, ont été prononcées à Madagascar. En Côte d'Ivoire, depuis le 26 novembre, 60 Africains de plus, accusés d'avoir participé à des manifestations en janvier 1950, passent en jugement. En Algérie, de Blida à Tizi-Ouzou, les victimes sanglantes de l'oppression coloniale se comptent plus. L'horreur policière, dans toute « l'Union Française » se perpétue, garante de l'exploitation capitaliste. Ces faits, étant donné le climat de terreur qui règne dans les « colonies », sont souvent camouflés, mais l'intense effervescence populaire qui se fait jour dans les pays colonisés, permet, serait-on même totalement ignorant des atrocités coloniales, de soupçonner toute l'ampleur des crimes de la colonisation.

Dans la métropole même, les retentissantes « interdictions » de ces jours derniers ont contribué à éveiller l'opinion publique : l'arrestation de 15.000 Nord-Africains, le 8 décembre, à la suite de l'interdiction du meeting du Vel d'Hiv' est loin d'être passée inaperçue. La seconde interdiction, celle du mee-

ting prévu pour le 21 décembre par la C.G.T. et le M.T.L.D., a également provoqué un écho considérable. Chacun, maintenant, peut constater à quel point les Nord-Africains sont brimés, peut comprendre pourquoi il est si difficile de percer le mur du silence qui entoure le bagne colonialiste ! Tout ce qui a trait aux méfaits coloniaux est suivi de près par les autorités. Tout ce qui peut rendre le scandale public est imitatoirement écarté et grâce au chantage à la répression, tout est tenté pour isoler les travailleurs colonisés.

Contre cette tentative d'isolement d'une catégorie de travailleurs, d'isolement et d'écrasement, il faut réagir activement. Le gouvernement, face à l'opposition coloniale qu'il organise, à la répression qu'il intensifie, doit rencontrer une opposition ferme et résolue. Nouveau mot d'ordre pour impulser l'Unité d'action ouvrière à la base, la lutte contre la répression qui frappe les travailleurs colonisés, dans la métropole aussi bien que dans leur pays d'origine, est un objectif extrêmement important, instrument à portée considérable sur le front social et révolutionnaire.

La Fédération Anarchiste, consciente de tout le tragique du sort des travailleurs colonisés, fidèle à l'internationalisme ouvrier, saura se maintenir à l'avant-garde du combat.

Charles DEVANCON.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 295
VENDREDI 28 DÉCEMBRE 1951

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

LA VALSE DES MILLIARDS MILITAIRES CONTINUE

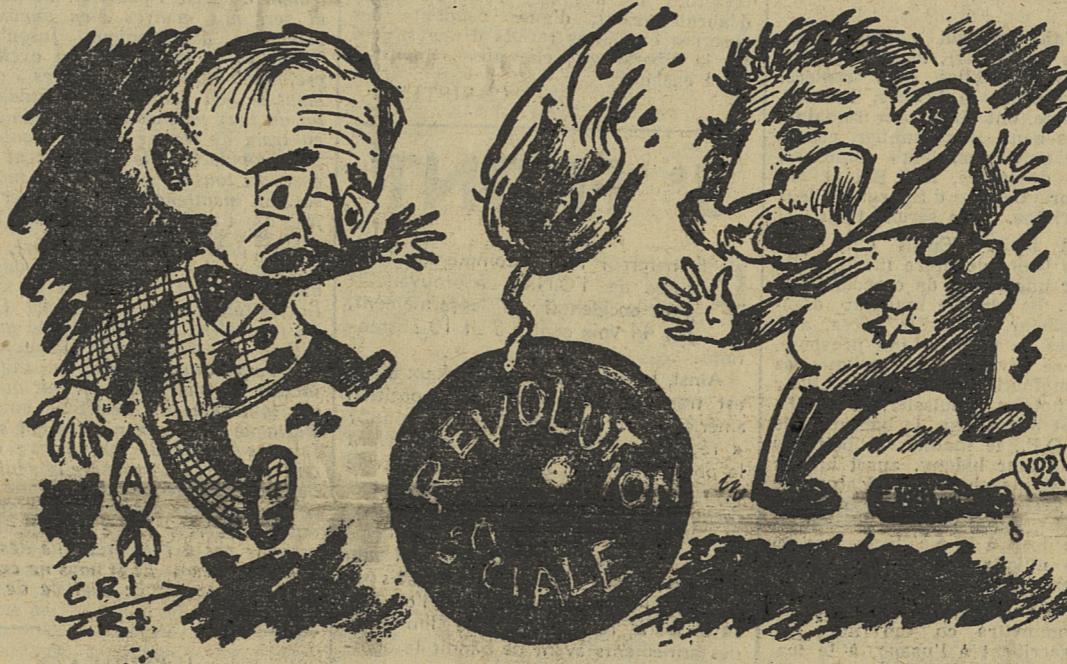
O N ignore généralement les procédés multiples qui servent à doter l'Armée d'un budget impressionnant. Un véritable camouflage s'organise, en effet, chaque année, lors de la discussion du budget militaire. Diverses rubriques sont discutées tour à tour, qui se chevauchent et se complètent, au point que le montant final du budget en cause, n'apparaît qu'aux yeux des spécialistes et des observateurs prévenus. Le budget 1952 n'échappe pas à la règle d'hypocrisie.

Le réarmement, on le sait, se voit à lui seul allouer 1.200 milliards, chiffre résultant d'une transaction entre le financier Mayer qui proposait 1.070 milliards et le militaire Bidault qui réclamait 1.510 milliards « indispensables pour mener sa tâche à bien ». Les crédits militaires proprement dits, de leur côté, coûteront un minimum de 1.000 milliards. La guerre d'Indochine absorbe 550 milliards, puisqu'il n'est question que de la poursuite ! De plus, ce n'est un secret pour personne, l'armée bénéficie indirectement des crédits d'autres chapitres du budget : construction, santé publique, etc... Ainsi, si l'on chiffre le budget total examiné par le parlement au montant de 4.000 milliards, on ne peut que constater que plus de la moitié des impôts collectés, directs et indirects, iront à la préparation de la guerre !

Et l'état se resserre : dans l'in-

différence, l'apathie. Mais déjà, chez quelques-uns de ceux qui supportent

Réveillons des gavés !



NOS VŒUX : Nous vous en souhaitons une bonne !

A quelque catégorie sociale qu'ils appartiennent, les hommes sacrifient à la tradition du réveillon. Rares sont les exceptions. Parmi celles-ci s'inscrivent surtout les vieux travailleurs et les chômeurs à bout de ressources. Cependant, un bol de café au lait sucré pour les uns, un morceau de charcuterie et un verre de vin pour les autres, tranchent encore, par un suprême sacrifice, sur le menu ordinaire de ces déshérités.

Rien de tel qu'un jour de Noël ou du jour de l'An,

DANS le cadre des mesures que prend le Gouvernement dans le domaine de la préparation de la guerre, s'inscrit un projet de loi dont nul n'a encore essayé d'informer suffisamment la classe ouvrière : ce projet a pour but de ligoter les classes labo-

rieuses par la répression, de leur interdire toute réaction contre l'esclavage, de plus en plus dur, qu'on leur prépare activement. Il s'agit, tout « simplement », d'interdire le droit de grève ! Le projet est prêt à être appliqué, la répression est prête à s'abattre ! Voyons les dispositions prévues :

La répression vise d'abord les fonctionnaires. Les syndicats intéressés présentent :

— Tous les fonctionnaires dits d'autorité et de sécurité seraient privés de droit.

Par fonctionnaire d'autorité, le Gouvernement semble viser tous les fonctionnaires de la catégorie A dont l'indice de début est de 225. Ainsi, tout fonctionnaire de la catégorie A avec un traitement de début de 37.000 francs est un fonctionnaire d'autorité. Ceux-là n'auraient plus le droit de grève.

Mais les fonctionnaires des catégories précédentes ne sont pas seuls visés.

Le projet de loi du Gouvernement vise, en effet, d'interdire le droit de grève à toutes les catégories de personnel de l'Etat ou des Sociétés nationales qui occupent des emplois jugés « indispensables à la sécurité physique des personnes, à la conservation des installations et du matériel ainsi qu'au fonctionnement des liaisons indispensables à l'action gouvernementale ».

Et la liste en sera établie par décret.

On comprend donc jusqu'où pourraient aller les gouvernements en utilisant une telle arme, directement tirée de l'arsenal réactionnaire américain (loi Taft-Hartley)...

Pour les catégories, qui ne sont ni « d'autorité », ni « de sécurité », la grève serait permise en principe. Mais on la soumettrait à plusieurs formalités : déclaration, préalable au ministère intéressé, référendum obligatoire, délai « de réflexion » de vingt jours entre la demande de référendum et la cessation effective de travail.

Ainsi, revendiquer devient un crime ! Car une revendication efficace ne saurait se confiner au cadre délimité par la loi antigrevé. Ainsi, au cours de l'année 1952, les travailleurs courront-ils le risque, au gré du gouvernement, de se voir déclarés « hors la loi » ! Il y aura donc épreuve de force ! Mais tournera-t-elle au profit de la réaction ?

L'échelle mobile est enterrée

La réaction ne pouvait pas faire moins : Après avoir feint d'accepter l'échelle mobile à l'Assemblée Nationale, elle vient de combiner un enterrement de première classe pour cette revendication ouvrière. Le Conseil d'Etat, en ennemi déclaré des travailleurs, a en effet adopté, dans un nouveau texte, « la proposition de loi instituant le principe de l'échelle mobile des salaires. » Or, il ne s'agit là que d'une manœuvre ayant pour but d'écartier l'automatisme de la révision du salaire minimum !

Une commission-oubliettes, celle des conventions collectives, est chargée « d'étudier » la composition d'un budget type, composition revisée chaque année. Mais le gouvernement reste seul habilité à fixer ce salaire minimum ! De plus, la convocation de la commission-oubliettes reste soumise à des conditions diverses : accord de la majorité de ses membres et variation de l'indice des prix « de 5 % après six mois ou de 10 % après trois mois ». Enfin, une fois effectuée cette course d'obstacles, la commission ne peut encore fournir qu'un avis motivé, laissant au gouvernement

Les Grands Trusts font les gros yeux

Un communiqué de l'Anglo-Iranian Oil Company, Limited

Nous avons appris que, méconnaissant ses engagements solennels envers notre Compagnie, ainsi que la récente décision de la Cour Internationale de Justice et ses obligations internationales, le Gouvernement iranien essaie de vendre du pétrole brut et des produits pétroliers provenant des territoires visés par la Convention du 29 avril 1933.

Nous sommes persuadés qu'aucune société pétrolière sérieuse, aucun armateur ou courtier de quelque importance ne voudra participer directement ou indirectement à ces agissements illégaux du Gouvernement iranien. Si toutefois des personnes morales ou physiques négocient avec le Gouvernement iranien au sujet des produits pétroliers dont il s'agit, notre Société les avertit qu'elle prendra toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour protéger ses droits dans tous les pays.

ANGLO-IRANIAN OIL COMPANY, Ltd
Britannic House, Finsbury Circus.
London, E.C. 2, England.

Ce communiqué de l'A.I.O.C. a paru dans tous les journaux bourgeois. Comment mieux montrer aux travailleurs l'acharnement du grand capitalisme à conserver ses privilégiés au détriment des peuples qu'en publiant, à notre tour, ce texte significatif ?

LA PRISON POUR TOUS!

NOUS savions déjà que beaucoup de choses n'allait pas en notre douce France ; que, par exemple, nos hauts magistrats touchaient des salaires de famine, que nous manquions du dernier bouton de guêtre pour la prochaine dernière, que nous manquions d'un homme à poigné, que nous manquions aussi à nos engagements envers la Russie d'un côté et l'Amérique de l'autre, et qu'en résumé « nous » manquions d'un peu de tout. Mais cette fois la mesure est comble, un scandale intolérable est sur le point d'éclater. Savez-vous, en effet, que nous allons peut-être manquer de prisons ? Sans blague, c'est M'sieur le Ministre de la Justice, Edgar Faure soi-même, qui nous l'apprend par l'entremise du *Monde*. La conclusion de l'interview ministérielle se résume par cette déclaration dramatique, qui ne saurait laisser insensibles tous les hommes citoyens : « Les moyens financiers dont nous disposons, il faudra cinquante ans pour doter le pays d'établissements pénitentiaires convenables. » Nous en sommes là.

Toutefois, un espoir subsiste et le ministre nous apprend que : « le plan quinquennal de modernisation et d'équipement que le gouvernement se propose de lancer en 1952 devra apporter la solution de ce problème. Un premier crédit de 6 milliards permettrait de reconstruire les établissements détruits par la guerre soit huit maisons d'arrêt, soit sept cents cellules, et deux maisons capables de recevoir mille détenus. L'une d'elles serait édifiée dans la région parisienne. Elle serait au moins aussi grande que Fresnes ». Et, après cela, de bons Français iront encore se plaindre d'une reconstruction soi-disant defectueuse.

UN TOIT POUR CHAQUE FRANÇAIS

Deux d'entre eux seraient bâti sur l'emplacement des centres de Casabianca et de Manzac. Les deux autres permettraient de libérer les anciens monastères de Fontevrault et de Clairvaux, monuments historiques que l'Administration des Beaux-Arts serait heureuse de récupérer ». C'est ce qui s'appelle en quelque sorte joindre l'utilité à l'agréable.

En plus de ses inquiétudes légitimes quant à l'existence des établissements pénitentiaires, M. Edgar Faure a bien voulu donner quelques autres indications

Evidemment, il y a les sinistres, la « cité radieuse » de Le Corbusier en panne, faute de crédits, le nombre insuffisant d'écoles.

Patience ! pour le moment, on s'ouvre à reconstruire les casernes, puis les prisons, c'est tout de même loger du monde, tout cela ! D'ailleurs, le problème des « habitats » n'est pas le seul souci des créateurs du plan quinquennal et l'aspect « tourisme » de la question ne sera pas négligé. Jugeons-en plutôt : « Pour l'exécution des peines de longue durée, on envisage la transformation de trois vénitenciers et la construction de quatre nouveaux établissements.

Les lettres qui dénoncent la guerre et le service militaire nous viennent d'un peu de chantage des anciens. Je voudrais pouvoir reproduire intégralement ces témoignages émouvants dans leur franchise, notamment celui d'un camarade mutilé depuis juillet 1918, ou encore celui d'un correspondant marseillais qui nous écrit « pour servir au débarras de crânes ». Après avoir livré son expérience militaire sous la forme d'une histoire impersonnelle qui pourrait être celle de chacun, ce camarade lance aux jeunes un appel désespéré : « Jeunes camarades des dernières générations, ne vous laissez pas égarer et luttez de toutes vos forces pour éviter de devenir des « morts glorieux ».

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

3^e FRONT

L'ÉTAT a mercredi 19, la Commission Politique de l'O.N.U. approuvaient le plan occidental de désarmement, par 44 voix contre 5 et 10 abstentions.

Ainsi, la querelle entre les deux blocs est tranchée en faveur de la position américaine : désarmement ou plutôt « réduction équilibrée » étudiée avant la prohibition de l'arme atomique. Et le vote est obtenu grâce à l'appui des dominions et des petits pays à la solde, du Washington.

Les travailleurs se soucient fort peu des bavardages stériles du Palais de Chaillot. Peu leur importe que l'on discute (sans résultats) d'une limitation des armements avant de bannir la bombe atomique ou bien, comme le voulaient les Soviétiques, que l'on interdise cette bombe en continuant à stocker d'autres armes... ou en continuant à fabriquer la bombe interdite ! Car nous savons ce que valent les déclarations des Etats et leurs engagements.

Les travailleurs se désintéressent avec raison de ce vote sur le désarmement qui, bien loin d'être unanime, a vu non seulement l'opposition attendue de l'Est, mais l'abstention de tous les grands pays asiatiques et arabes.

Il est vrai qu'une « Commission de Désarmement » a été créée et à laquelle l'U.R.S.S. participe.

Ces Messieurs se réservent donc la possibilité de se battre comme de s'entendre ! voir la Corée...

Les travailleurs de tous les pays ne peuvent se contenter d'ignorer ou de mépriser l'impuissance des comédiens de l'ONU.

Leur résistance, dans la lutte révolutionnaire, dans leurs protestations contre les préparatifs guerriers, ne tient aucun compte des intérêts des patries et des blocs.

Leur refus obstiné de laisser modeler leur jugement et leur volonté par les propagandes des deux blocs s'exprime ainsi : « Nous ne marchons pas. Nous ne marcherons pas. Ne comptez pas sur nous pour votre guerre ». Il faut que les gouvernements sentent cette menace, qu'ils hésitent puis qu'ils reculent.

L'action 3^e Front, en dehors des deux blocs et contre eux, est la seule qui puisse faire reculer la guerre.

GEORGES.

LES 100 FR. DU « LIB » ...

NICOLAS FRANCO

(Suite de la page 1)

s'ils n'ont pas de sang sur les mains. » L'hypocrisie et le mensonge ne peuvent être plus odieux.

C'est laisser entendre que ceux qui ne rentrent pas en Espagne sont des criminels ! Et avec une affaire de Lyon de temps en temps, le tour est joué.

Ainsi la presse bourgeoisie française se fait-elle domestique de Franco. Ne serait-ce comme le « Monde », qui n'publiait favorablement les paroles du frère de l'assassin de l'Espagne populaire.

La colère et la haine (la haine de la haine) nous étreignent quand nous voyons parler d'un ton aimable, presque badin, du régime de Franco. Car nous n'oublisons pas les millions de

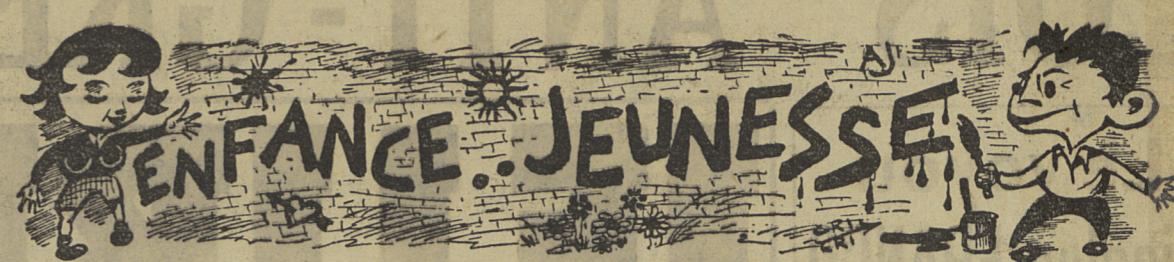
martyrs de la liberté, le sacrifice de centaines de milliers des nôtres. Et nos poings se serrent. Contre Franco. Contre le « Monde » aussi.

Les militants de la F.A. n'ont pas dit leur dernier mot.

Note de la rédaction. — Prochainement :

« Je reviens d'Espagne »

L'un de nos camarades, journaliste, retour d'Espagne, nous donnera, dans un prochain « Libertaire », le visage de l'Espagne d'aujourd'hui. On comprendra que notre ami, ayant séjourné clandestinement grâce à l'organisation de la C.N.T. intérieure, doive conserver l'anonymat.



Paix et Révolution

Le problème de la guerre et du service militaire nous a valu un important courrier que, pour des raisons matérielles, il nous est impossible de publier intégralement. Mais comme ces textes, lus et discutés en « commission des jeunes », ont paru développer des thèmes communs, nous avons cru pouvoir les prendre pour prétextes à réflexions sur les questions abordées depuis quelques semaines dans cette chronique.

Les lettres qui dénoncent la guerre et le service militaire nous viennent d'un peu de chantage des anciens. Je voudrais pouvoir reproduire intégralement ces témoignages émouvants dans leur franchise,

notamment celui d'un camarade mutilé depuis juillet 1918, ou encore celui d'un correspondant marseillais qui nous écrit « pour servir au débarras de crânes ».

Après avoir livré son expérience militaire sous la forme d'une histoire impersonnelle qui pourrait être celle de chacun, ce camarade lance aux jeunes un appel désespéré : « Jeunes camarades des dernières générations, ne vous laissez pas égarer et luttez de toutes vos forces pour éviter de devenir des « morts glorieux ».

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais on fait quand même tout cela. Un pacifisme authentique s'attaque donc aux réalités qui sont à la fois les causes de leur guerre et celles de leur paix. Ce caractère révolutionnaire de notre pacifisme le distingue des « récettes » plus ou moins évangéliques dont on veut bercer notre dégoût. Nous ne croyons pas à l'imperialisme des « Bonnes nouvelles ». Et si nous ne cessions de clamer l'importance capitale de l'éduca-

tion.

— Non, camarade, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Nous croyons être des pacifistes efficaces parce que nous posons en termes crus les problèmes de paix et de guerre. Nous n'avons rien de commun avec certains pacifismes qui pue l'intérêt, la lâcheté, l'inconscience. Ce pacifisme révolutionnaire autorise toutes les exploitations. A force d'enverger les hommes au massacre pour des corvées, les faiseurs de guerres, de prisons, de religions ont réussi à étouffer chez beaucoup l'esprit du révolte et de dévouement, ils ont souillé toute lutte, tout sacrifice. Et la haine de la guerre n'est plus trop souvent qu'un bêtement égoïste peureux. Ce pacifisme-là sert nos maîtres bien mieux qu'un bellicisme anarchonique. Jusqu'ici, on faisait ce qu'on voulait en excitant les prétendus « instincts militaires » des masses pour faire le bon peuple en entraînant chez lui un faux pacifisme. Les staliniens sont en train de fonder sur ce chantage une joie populaire. Ils commencent à avoir avec eux tous les types plus ou moins pros. Et, maintenant, on va rouler propres à qui une guerre ferait faire faillite !

Nous pensons, pour notre part, que leur paix et leur guerre sont des degrés différents d'un même état de choses : l'exploitation de l'homme par l'homme. La paix officielle n'est qu'une guerre lointaine ou atténuée. On massacre moins, on emprisonne moins, on fait moins mourir de faim, mais



CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

RÉALISATION COMMUNISTE-LIBERTAIRE EN ESPAGNE

I. — STRUCTURE DE LA FÉDÉRATION REGIONALE DES COLLECTIFS AGRICOLES

La Commission nommée par le congrès pour établir un texte de résolution sur le cinquième point de l'ordre du jour, traitant de la structure de la Fédération régionale des collectifs agricoles, après un ample échange de vues, propose les résolutions suivantes à la considération du congrès :

1^o Constituer la Fédération régionale des collectifs pour coordonner la puissance économique de la région; et pour donner caution solidaire à cette Fédération, d'accord avec les principes d'autonomie et de fédéralisme qui sont les nôtres;

2^o Pour construire cette Fédération, observer les règles suivantes : a) les collectifs doivent se fédérer par canton; b) pour maintenir la cohésion et le contrôle des comités cantonaux entre eux, sera créé le Comité régional des collectifs;

3^o Les collectifs établiront une statistique exacte de leur production et de leur consommation, qu'ils enverront à leur comité cantonal respectif, lequel le transmettra au comité régional;

4^o La suppression de la monnaie dans les collectifs et son remplacement par la carte de ravitaillement, permettront de mettre à la disposition de chaque collectif les quantités de subsistances nécessaires;

5^o Pour que le comité régional puisse procéder au ravitaillement des collectifs en produits provenant d'importations les collectifs ou les comités cantonaux fourriront au comité régional une quantité de produits en rapport avec la richesse de chaque localité ou canton, afin de créer le Fonds régional d'échanges extérieurs.

II. — NOUVELLE FORME ORGANIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA TERRE

La Commission de résolutions chargée de statuer sur ce point de l'ordre du jour, porte à la connaissance du congrès ce qu'elle croit devoir être une modalité dans la nouvelle forme organique de l'administration de la terre.

Nous acceptons le principe comme organe futur de contrôle sur l'administration des propriétés du peuple.

Toutefois, en tant que collectivités fédérées cantonalement, nous proposons d'abolir les limites totales de la propriété que nous cultivons, et, à notre avis, il sera nécessaire que le congrès envisage les points suivants :

1^o Les collectifs étant constitués en fédérations cantonales, sera entendu que les terroirs locaux administrés par ces fédérations ne constitueront plus qu'un seul terrains sans limites intérieures; et pour tout ce qui concerne les champs cultivés, instruments de travail, machines agricoles, ainsi que les matières premières qui leur sont destinées, ils seront mis à la disposition des collectifs qui viendront à manquer;

2^o Les collectifs qui ont surabondance de main-d'œuvre, ou qui, en certaines époques de l'année, n'utilisent pas tous leurs producteurs parce que ce n'est pas le moment approprié pour leurs travaux, pourront être utilisés, sous le contrôle du comité cantonal, pour renforcer les collectifs qui manquent de bras.

III. — CONDUITE A TENIR VIS-A-VIS DES CONSEILS LOCAUX ET DES PETITS PROPRIÉTAIRES

La Commission de résolution chargée d'interpréter les sentiments du congrès sur ce point de l'ordre du jour, porte à la considération de celui-ci les principes fédéralistes ci-dessous exposés.

1^o Rapport aux conseils locaux. a) Les conseils locaux composés des représentants des diverses organisations antifascistes, ont une fonction particulière entièrement légale, qui leur a été reconnue par le comité régional de défense de l'Aragon.

b) Toutes les propriétés foncières collectives exercent une fonction nette distincte de celle des conseils locaux et cantonaux;

c) Mais comme les syndicats sont appelés à nommer et contrôler les délégués aux deux fonctions ci-dessus, elles peuvent être exercées par le même camarade, étant bien entendu qu'il ne doit les mélanger en quoi que ce soit.

2^o Rapports avec les petits propriétaires.

a) Il est bien entendu que les petits propriétaires qui, par leur propre volonté, se tiennent à l'écart des collectifs, n'ont aucun droit à en exiger des services en travail ou en nature, puisqu'ils se considèrent capables de se suffire à eux-mêmes;

b) Toutes les propriétés foncières rurales et urbaines et les autres biens ayant appartenu à des éléments factieux, passeront aux mains des organisations ouvrières qui existaient au moment de l'expatriation et qui sont acceptées dans le collectif. De plus, toutes les terres qui jusqu'à présent n'ont pas été travaillées par

leur propriétaire, fermier ou métayer passeront aux mains du collectif;

c) Aucun petit propriétaire se tenant en dehors du collectif ne pourra posséder plus de terre qu'il n'en aura labouré lui-même, étant bien entendu que cette possession ne lui donnera droit à percevoir aucun bénéfice de la nouvelle société;

d) Il sera tenu pour libre et responsable, pour autant que sa personne ou son bien ne causeront aucune perturbation de l'ordre collectif, parmi les travailleurs associés;

e) La petite propriété ainsi respectée sera rayée du registre fiscal, en consé-

ration de ce que l'égoïsme propriétaire est appelé à disparaître;

f) Seul le conseil administratif du collectif s'occupera de tout ce qui concerne son mandat.

IV. — STATUTS DE LA FÉDÉRATION DES COLLECTIFS AGRICOLES D'ARAGON

La Commission chargée d'interpréter les sentiments du congrès et d'en résumer les résolutions sous forme de statuts

favorables à la production de semences sélectionnées de toutes espèces;

c) Pourvoir à la formation technique agricole des jeunes qui montrent des dispositions à cet égard, par la création d'écoles d'agriculture;

d) Organiser une équipe de techniciens qui étudieront en Aragon la manière de tirer un meilleur rendement du travail qui s'effectue dans les diverses façons culturelles;

e) Pourvoir à l'extension commerciale en dehors de la région, dans le but d'améliorer les conditions d'échange extérieur;

f) S'occuper, également, de conduire les opérations commerciales avec l'étranger, en organisant le contrôle en quantité et qualité de la production régionale, et en constituant une caisse de résistance et d'achat en commun destinée à pourvoir aux nécessités de tous les collectifs fédérés, le tout en bonne harmonie avec le conseil régional de défense d'Aragon.

Art. 3. — Dans le domaine culturel, la Fédération s'occupera :

a) De procurer aux collectifs tous les éléments de développement qui, tout en servant de distraction, déverrouilleront la culture de l'individu et ennobriront l'esprit public;

b) D'organiser des conférences destinées à améliorer et perfectionner la nouvelle situation du paysan; en joignant la vulgarisation par le cinéma, le théâtre et tous les moyens de propagande appropriés.

Art. 4. — Pour la bonne exécution de ce qui précède, la Fédération nommera un comité régional des collectifs, qui comprendra les charges suivantes : secrétaire général, secrétaire administratif, comptable, trésorier et deux membres.

Art. 5. — Le secrétaire général sera chargé de l'orientation du comité et de la transmission des propositions des collectifs. Il sera dépositaire du sceau social.

Le secrétaire administratif rédigera les procès-verbaux des séances tenues par le comité de la Fédération; en l'absence du secrétaire général, il le suppléera dans ses fonctions.

Le comptable tiendra les livres de la Fédération, et paiera au reçu d'un ordre authentifié par la signature du secrétaire, celle du comptable et le sceau social.

Les membres constitueront les différentes commissions qui sont nécessaires par le fonctionnement intérieur de la Fédération, telles que : propagande, statistique, enseignement technique, etc.

Art. 6. — La Fédération suivant les principes fédératifs, prendra l'initiative d'organiser autant de Fédérations cantonales qu'elle la jugera bon pour le développement favorable des collectifs; et celles-ci se tiendront en relations cordiales avec les Conseils municipaux et le Conseil régional de défense d'Aragon.

Art. 7. — Selon les indications et pour le service des collectifs, la Fédération établira la carte de ravitaillement.

Art. 8. — La Fédération tiendra son congrès tous les six mois, et en cas où des circonstances extraordinaires l'exigeraient.

Art. 9. — A chaque congrès ordinaire, le comité fédéral sera renouvelé par moitié.

Art. 10. — Le siège du comité est fixé à Caspe.

Art. 11. — Tout collectif constitué après la constitution de la Fédération régionale obtiendra son admission moyennant l'assentiment des collectifs qui lui sont voisins, décidé par eux en assemblée générale, et dont ils enverront copie au comité régional pour ses archives et pour approbation nécessaire.

Art. 12. — Pour que les collectifs aient droit aux services de la Fédération, ils auront à faire la preuve de leur attachement aux règles déterminées par les présents statuts.

Art. 13. — Ces statuts seront imprimés et distribués sous forme de cartes d'adhésion délivrées à tous les collectivistes fédérés.

Art. 14. — Tout ce qui se décide dans les congrès et Plenum des délégués de la Fédération est valable, même en ce qui échappe aux prévisions des présents statuts.

Billet surréaliste

Cimetière de vivants

par
Bernard Roger

S'parmi ce qu'il est convenu d'appeler les « arts plastiques » l'architecture semble ne pas devoir se prêter à l'exploration du réel de la même façon que le peuvent la peinture et la sculpture par exemple, les villes que construisent les hommes, expression dans les trois dimensions de l'activité collective, n'en sont pas moins une concrétisation de la structure sociale et mentale de la civilisation dont ils dépendent.

L'infinie chrétienté a su, en détournant à son profit les désirs de leur objet véritable, attirer dans ses palais somptueux la foule aoidée d'un faux merveilleux qu'on lui débitait à la petite semaine.

Parmi ses débris actuellement pourrisants mais encore vénérables ne peut-on reconnaître de nos jours, dans l'énorme jeu de cloisonnements qui représente une ville, son entreprise, de pair avec ses complices consciens ou non, de cloisonnement à l'infini à l'intérieur de l'esprit, destiné à endurer le plus longtemps possible les flots de la révolte ? De la même façon, des hommes séparés par les murs sombres de nos rues et de nos cours, les lois de mitoyenneté et la promiscuité la plus dégradante entretiennent l'agressivité répressive, violente de ce fait accrues leurs difficultés à s'unir contre les maîtres immortels.

Depuis de nombreuses années déjà se fait jour un courant d'idées appelées, si l'on en croit leurs promoteurs, à un très grand avenir, très longuement exprimées dans de beaux albums coloriés mais cependant soporifiques, concernant une architecture dite moderne. Parallèlement des réalisations sont apparues dans le monde entier, certaines sont encore en cours d'exécution. L'idée maîtresse, clef de voûte de ces édifices, est de résoudre, grâce à des édifices scierés d'un académisme où l'Ecole des Beaux-Arts, par exemple, s'emploie activement à les échapper, reste aveugle à l'absurdité d'un tel dépouillement, jusqu'à s'en faire l'écho fanatique. Etoffer systématiquement toute passion, toute sensibilité, montrer à l'égard de l'imagination la plus grande défaillance, repousser comme des fantaisies les plus suspectes les propositions de l'artiste, en résument refouler et tuer en soi toutes les aspirations de la vie, tels sont les principes du nouveau credo. Il faut à tout prix nous faire vivre dans des machines d'où l'on aura soigneusement banni tout ce qui n'appartient pas au domaine de l'utilité la plus immédiate, le progrès devant les amener à leur forme la plus parfaite, le rectangle blanc aux belles proportions, bordé de noir, portant en son centre un croix noire.

Sans préjudice d'utiles préoccupations quant à la beauté des rapports dimensionnels, c'est dans le seul principe d'économie, sous toutes ses formes, que ces esthètes du désert croient trouver un aliment approuvable. Il faut à l'architecte soit une inconscience totale, soit une complète indifférence, soit encore la pire complicité pour se prêter au jeu de la moindre dépense actuellement orchestré de la plus belle façon (1). Le moyen est double, tendant à une même fin : il s'agit d'une part, tout en satisfaisant des besoins immédiats, de façon à sauver la

face en s'attirant des sympathies, de mobiliser, quand on veut construire des maisons, aussi peu que possible de crédits et d'énergie, la priorité étant donnée à la fabrication d'armes de haute qualité. D'autre part de donner à notre vie quotidienne, en même temps qu'on décore, une bandelette telle qu'une guerre puisse arriver à nous sembler, après tout, une aventure préférable à l'ennui mortel que l'on nous construit jour après jour, comme un mur toujours plus haut et plus blanc.

Par quelle coïncidence étrange ces maisons que l'on nous vante avec roulements de tambour ressemblent-elles tant à des casernes où l'on empile un millier d'habitants de telle façon que ce soit au soleil et dans la verdure ne fait que mieux avaler le poison) sur lesquels leurs malades avec ou sans képi auront l'angle de vue le plus commode ? Il n'y a pas grande différence de ces camps-cités-jardins battis griseâtre où l'on prétend volontiers nous faire grimper à habiter ! « Dans l'un et l'autre cas, par cette volonté de standardisation de l'activité, l'individualité est automati

ment menacée.

Courtir d'idées et de faits, dans le domaine architectural, systématique pour une part, il y a plusieurs années, sous le titre d'« Esprit nouveau », s'est déclaré dès sa naissance l'ennemi acharné d'un académisme dont il est peu à propos d'oublier de parler ici. Leur opposition, que l'on veut nous présenter comme fondamentale, n'est en réalité que tout au contraire. Mais ces essais, pour si timides et si peu fructueux qu'ils soient, sont comme les signes d'une élosion prochaine.

Demain nos maisons seront des bulles légères ouvertes à l'amour, belles comme des chevelures de femmes dans le grand vent.

N.D.L.R. — Cet article n'engage pas la Rédaction. Nous le verrons au dossier, pour une éventuelle discussion sur le problème de l'habitation.

(1) Il n'est pas ici question des seules études dites « à bon marché », d'économie à court vue. Ceci s'applique tout aussi bien à un Corbusier qui a la plupart des responsables de l'architecture actuellement considérée comme étant d'avant-garde, à tous ceux qui ont accepté de consacrer leurs efforts à la recherche de minima, même si ces minima sont sur quelques points supérieurs à ce qui existait généralement avant eux. Dépense minimum, chambre minimum, espace minimum, vie minimum.

(2) Une phrase telle que : « Je donne dans la nature du bon Dieu une maison pour le bonheur de l'homme » devrait suffire, dans l'esprit d'un révolutionnaire, à situer le niveau intellectuel et moral de son auteur, même si avec raison on nous le représente en lutte contre la malhonnêteté scandaleuse de la grande majorité de ses confrères.

Les hommes de l'obéissance : l'enfant doit obéir promptement, sans discuter, de son maître. Or, ce principe même de l'autorité est passé sous silence à l'heure actuelle, quand il n'est pas né. Si l'on accepte d'obéir, c'est au chef qu'on s'est choisi soi-même, ou bien au chef dont les qualités, dont la valeur nous apparaissent réelles. Conception fausse, dangereuse. Dans ce cas, c'est à soi-même, à son jugement personnel qu'on obéit, non au représentant de Dieu. Conception païenne, venue de ce que le sens de Dieu et de sa transcendance s'est obscurci.

La concurrence qui oppose l'école laïque à l'école catholique a mis cette dernière dans l'obligation d'une apparente évolution. Il fallait attirer la clientèle, toujours impressionnable. Mais les méthodes restent celles qui étaient en vigueur avant 1789 et restent fatidiquement basées sur l'Esprit qui les guide : obéissance, respect obéisseaux.

Si nous ouvrions un manuel de morale ou d'enseignement religieux quelconque, en cours dans l'enseignement catholique à tous les degrés, nous y trouverions à tous instants les préceptes suivants :

— Soumission et obéissance aux parents.

— Soumission et obéissance aux chefs et aux ministres de l'Église.

— Soumission et obéissance aux représentants de l'autorité civile.

— Soumission et obéissance aux éducateurs.

J'ai sous les yeux une circulaire datée de février 1948, émanant d'une école libre de Marseille et destinée aux parents d'élèves. Elle a cinq pages et intitulée : « Conditions tirées du Questionnaire sur l'Obedience ». Elle sait à reproduire entièrement, car elle démontre

très bien que l'obéissance (au sens éducatif) qui relègue l'obéissance, la soumission, aux oubliettes, trouvent comme ennemis acharnés tout ce qui se rattache au cléricalisme.

A. ARRUE (4 suivre.)

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293 et 294.

— L'obéissance (au sens éducatif) qui relègue l'obéissance, la soumission, aux oubliettes, trouvent comme ennemis acharnés tout ce qui se rattache au cléricalisme.

A. ARRUE (4 suivre.)

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293 et 294.

— L'obéissance (au sens éducatif) qui relègue l'obéissance, la soumission, aux oubliettes, trouvent comme ennemis acharnés tout ce qui se rattache au cléricalisme.

A. ARRUE (4 suivre.)

(1) Se reporter aux numéros 291, 292, 293 et 294.

— L'obéissance (au sens éducat

Un toit pour chaque travailleur (2) LES H.L.M.

NOUS avons vu que pour construire 300.000 logements annuels, 600 milliards sont indispensables, de même que sont indispensables un accroissement de la main-d'œuvre et une production accrue de matériaux.

Offices publics (communaux ou départementaux), sociétés anonymes, sociétés coopératives et sociétés de crédit immobilier, sous forme d'organisme H.L.M. reçoivent les crédits de l'Etat pour bâtir.

En 1951, ces organismes ont reçu de l'Etat la malheureuse somme de 45 milliards ! L'Etat qui se spécialise dans le sabotage, sabote les organismes H.L.M. dans leur rôle social comme il sabote tout ce qui regarde la paix.

En outre, les organismes d'habitation à loyer modéré, créés pour que « les personnes peu fortunées vivant principalement de leur salaire » puissent se loger ne disposent que de logements trop coûteux pour les travailleurs et dont le loyer atteint souvent 80.000 fr. par an !

Résultat : depuis la Libération, faute de crédits, les H.L.M. n'ont pu construire que 3.431 logements dans la Seine. Dans ce même département pourtant, 250.000 taudis « hébergeant » 250.000 travailleurs et leurs familles. Résultat : mortalité infantile et délinquances accrues.

Néanmoins, gouvernement et députés justifient leur carence en prétendant que les loyers en France sont trop bas marché et que cela explique l'absence de capitaux privés investis dans la construction.

L'ouvrier américain ne dépense-t-il pas 25 % de son salaire pour payer son loyer ?

Le Gouvernement se garde bien d'ajouter que le salaire de l'ouvrier américain, réduction faite du loyer, reste de loin supérieur à celui de l'ouvrier français ! Le travailleur français ne se refuserait certainement pas à verser un quart de son salaire si sa paie n'était pas aussi dérisoire !

Mais est-il seulement question des travailleurs ?

Le directeur de l'Union Nationale des fédérations d'organismes H.L.M., M. Langlet, au cours d'une récente interview, a pu déclarer ce qui suit :

« ... Les Pouvoirs publics font appel aux organismes d'H.L.M. pour répondre à de nouveaux besoins sans cesse plus impérieux et plus étendus :

« — Logement de fonctionnaires dont la nomination, la mutation et l'avancement se heurtent trop souvent à l'absence d'habitation.

« — Logement de militaires appelés à résider auprès de bases nouvelles.

Aux E. D. M. de Nice SOLIDARITÉ AGISSANTE

DEPUIS le renvoi des quatre-vingt-sept (1), les travailleurs des E.D.M., par solidarité agissante, ont pris la décision d'effectuer que quarante heures de travail par semaine pour permettre la réintégration des licenciés. Cette mesure est bonne puisque, à l'heure présente, dix ouvriers ont déjà été réintégrés. Mais le patronat, les Pouvoirs publics — en l'occurrence l'Inspecteur du Travail Verheyen, qui, comme Bidaut, sacrifie à Bacchus — et le syndicat jaune C.T.I., briseur de grève permanent, ont, de leur côté, fait le maximum pour ramener l'horaire à 45 heures (voir lettre du secrétaire C.T.I. à l'Inspecteur du Travail). Certes, ce n'est pas de gâche de cœur que les travailleurs font la grève de la misère en refusant ces cinq heures de travail, mais par là, ils démontrent qu'ils sont aptes à défendre et leurs camarades et leur liberté (fût-elle de cinq heures) que le patronat voudrait leur ôter.

Cela n'est qu'un aspect du combat. Jeudi, a eu lieu un arrêt de travail d'un quart d'heure, une délégation ouvrière avec délégués C.G.T. et délégation extra-syndicale (à l'exception des seuls C.T.I. qui travaillent) a été reçue par le Directeur, contrairement à son habitude.

À cours de la discussion, le directeur François a prétendu :

« Que les banques refusaient tout crédit à son usine, ruinée par les « dé-sordres continuels » (lire grèves, arrêts de travail) et par les difficultés de paiement des clients.

Pourtant, le capital social déclaré de l'usine est passé de 120.000 fr. en 1947, 48, 49, 50 à — tenez-vous bien — 9 millions 600.000 francs en 1951 (cent vingt mille à 9 millions six cent mille).

« Si l'usine fermait, le directeur ne serait pas plus riche que le simple manœuvre ».

Ce « Si la paye a lieu ce soir jeudi, c'est grâce à l'argent du directeur » — pas si fauché, alors !

A part ça, le directeur, qui renvoyait 14 délégués et supprimait pour le seul délit d'opinion, qui prétend pouvoir même dans son usine, interdire de parler (voir N. de service) se distinguait en terminant son entrevue par cette monstruosité démocratique-républicaine-monarchique : « Travailleur et se taire » !

M. François peut mentir, mais si quelqu'un doit se taire et travailler, ce sont bien les individus de son espèce qui la sœur des travailleurs.

Quant aux travailleurs conscients et solidaires, ils doivent savoir faire taire parfois les sentiments du ventre, apprendre à avoir faim pour sauver 87 familles, et en même temps sauver la leur en conservant la liberté. Le jour où la liberté meurt, le travailleur meurt, il a cessé d'être homme pour devenir esclave.

A. PALL.

P.S. — L'usine Audemard, Savon et huile « Nicor », vient de renvoyer 46 employés.

(1) Voir le « Lib. » n° 279 du 17-8-51.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Le minimum vital : une imposture !

Le gouvernement fixe le « minimum vital » après avis de la Commission supérieure des Conventions collectives. Les partis politiques, qui se disent défenseurs de la classe ouvrière, réclament, par l'intermédiaire de leurs succursales syndicales, le minimum vital. Certes, les taux sont différents. Chaque Centrale syndicale à son budget-type qui lui est bien particulier. Sur la scène on est en désaccord. Dans les coulisses, beaucoup moins. Cette embrassade pour les 23.600 fr. lors de la fixation, en septembre, du nouveau minimum vital, nous le démontre assez bien.

La DROITE nous offre le minimum vital, la « GAUCHE » le réclame. Nous n'avons nullement peur des mots, mais ces deux mots nous écoutent. Nous ne trouvons rien de plus vil, rien de plus inhumain rien de plus aristocratique, que de soumettre les travailleurs à un minimum vital, car qui dit « MINIMUM », dit MAXIMUM. Le minimum pour celui qui produit, le maximum pour celui qui tire profit du travail d'autrui et du petit commerçant au grand « brasseur » d'affaires, il est légion.

De temps en temps, le gouvernement, avec des haut-le-cœur, des réticences, se penche sur ce problème de fixation du M.V. N'en doutez pas, il est plus nerveux et plus allégé pour fournir les 560 milliards nécessaires par an, pour la continuation du massacre en Indochine.

Le gouvernement donne parmi-nous d'une main, mais prend largement de l'autre. En même temps qu'il fixait le dernier M.V., il annonçait les hausses suivantes : 20 % sur le charbon, 5 % sur les boulets domestiques, 10 % sur l'électricité, et le pain passe de 38 fr. à 50 fr. le kilo. Nous qui n'avons aucune confiance dans un gouvernement quel qu'il soit, de même dans aucun parti politique, nous constatons que cela est dans l'ordre des choses. La société capitaliste est toujours au stade officiel. Mais pour celui qui est toujours fidèle aux règles de la société établie, nous cherchons avant tout à l'éclairer, à le renseigner, à lui faire percevoir et le rendre à l'évidence du rôle néfaste de ses dirigeants. Gouvenements, partis politiques, tous ont peur du prolétariat. Le résultat de ce que nous pouvons escamper se résume à cette équation $0 + 0 = 0$.

Vous pourriez nous objecter : « En face du gouvernement et des partis politiques, il y a les Centrales syndicales. » Précisément, et c'est justement là que se situe le hic de l'histoire. C'est là que réside la plus formidable imposture. Nous avons dit ce que nous pensions du gouvernement, des partis politiques, notre jugement est irrépréhensible. Voyons ces dernières. Quelques chiffres vous éclaireront mieux qu'une longue diatribe.

Nous prendrons les trois plus grandes Centrales présentement : C.G.T., C.T.F.O.-C.F.T.C., toutes trois succursales avouées ou inavouées des trois partis suivants : P.C.-S.F.I.O.-M.R.P. Pour les autres Centrales, nous exclurons la C.N.T. qui, de tout temps, s'est élevée contre le mini-

mum vital, de nos appréciations peu louangées. Nous allons aussi inclure dans notre tableau, le budget-type de la Commission Supérieure des Conventions collectives. Voyons ce que l'on nous propose, ce que l'on a, ce que l'on devrait avoir :

Mois	Budgets-types pour le calcul du minimum				Salaire basé sur 1938 au 1 ^{er} du mois
	C.S.C.V.	C.G.T.	C.G.T. F.O.	C.F.T.C.	
Janvier 1950	15.104	18.809	16.194.85	15.872	11.900
Janvier 1951	manque	21.443	17.845.60	17.688	15.600
Avril	17.120	23.698	18.878.90	19.295	17.400
Avril	18.509	23.012	19.410.50	19.626	17.400
Juin	17.732	24.050	20.229.10	20.185	17.400
Juillet	18.087	25.676	20.224.30	20.561	17.400
Août	18.059	26.346	20.432.70	20.463	17.400
Septembre	18.065	26.953	20.977.40	20.505	20.000
Octobre	18.678	27.837	21.385.20	21.180	20.000
Novembre	manque	manque	manque	manque	35.055

rez employer resteront pour nous lettre morte. Ils sont nécessaires pour continuer à tromper et à trahir ceux que vous avez la mission d'aider à obtenir plus de bien-être.

N'ayez crainte, nous ne sommes pas plus indulgents avec les autres Centrales Syndicales, car toutes les actions que vous demandez à la classe ouvrière d'accomplir n'existent que dans la mesure où ces actions sont par vous-mêmes limitées. Maurice THOREZ continue à faire école. La phrase qu'il prononça au mois de juillet 1950, « TOUT N'EST PAS POSSIBLE », est devenue le principe des Centrales Syndicales.

Le minimum vital ? Une insulte à la classe ouvrière, c'est vrai. Mais vous, dirigeants des Centrales Syndicales, artisans du minimum vital, qui êtes-vous ? LES IMPOSTEURS DE LA CLASSE OUVRIERE !

Robert JOULIN.

ELECTIONS DU S.N.I.

Aux jeunes instituteurs...

Mes chers Camarades,

Il n'est pas dans mes habitudes d'essayer de mobiliser les énergies pour une quelconque campagne électorale, et les gars de ma promo le savent bien. Mais des élections vont avoir lieu qui ont sur notre syndicalisme d'importance une importance considérable. Pour 2 ans nous allons placer à la tête de notre organisation des gars qui ont la possibilité d'enfoncer davantage dans l'ennemi que nous n'enfoncions dans celle de faire un effort pour orienter nos réactions contre lui. C'est pourquoi je pense qu'il est urgent de réfléchir sur quelques problèmes :

Il est un lieu commun de signaler la préparation intensive au « casse-gueules ». On nous surcharge d'impôts; on nous lie de plus en plus aux financeurs d'outre-Atlantique; on met en boîte ceux qui essaient de régimber en ! les ex-normaliens, nous en avons su quelque chose l'an dernier — et pour couronner tout ça, on nous promet pour l'immédiat 6 mois de plus d'abrutissement pour apprendre à mourir pour la patrie » de ceux qui nous font tuer.

Pensez donc ! Il faut habituer nos esprits à l'automatisme qu'on nous soupçonne d'ignorer (« la discipline fait la force de l'armée », cf. cours de P.M.).

Situation économique ! Il devient lassant d'en parler, on n'entend que ça : pouvoir d'achat dérisoire, hausses constantes malgré les promesses farfelues et on nous fait envisager le « pain gris » à en faire pâlir les « Frères », sans oublier le plan « d'austérité » (pour nous et non pour les heureux de la vie !)

Résultats ? En premier lieu, atteinte à l'éducation populaire qui nous intéresse au premier chef. Que voulez-vous ? L'Eglise constitue une force de régression que nos Maîtres-du-jour ne peuvent dédaigner, sans risques de disparition.

Ensuite, assaut contre toute expression libre et en particulier contre la presse indépendante, par l'augmentation catastrophique des frais d'impression et de papier.

Attaques contre la liberté en général et en particulier contre les libertés syndicales et revendicatives.

Donc, noir tableau !

Qu'oppose le monde du travail à cela ? L'extrême division, savamment entretenue par Patronat et Etat (hiérarchie odieuse et surannée, trahison des états-majors syndicaux sans scrupules) ne permet que de faibles espoirs, malgré les tentatives fructueuses de certains syndicats pacifiques.

Et fait, ils n'avaient aucune excuse...

Et toi, camarade que ceux-là écoeu-

LE COMBAT OUVRIER

En creusant nos tombes...

NOUS nous souvenons qu'il y a trois ou quatre ans le simple fait d'apprendre que des ouvriers comme nous travaillaient pour la guerre dans des arsenaux ou des cartoucheries nous mettaient dans un état proche de la rage.

Nous avons honte de leur travail qui salissait, avant de les massacer, notre classe ouvrière. A cette époque, en effet, l'industrie de guerre tournait au ralenti et nous ne comprenions pas que des travailleurs préféreraient, alors qu'ils avaient encore le choix, fabriquer les mitraillettes des C. R. S. plutôt que de quelconques ustensiles pacifiques.

Et fait, ils n'avaient aucune excuse... Et toi, camarade que ceux-là écoeu-

raient, te voilà aujourd'hui contraint de travailler pour cette saoپerie.

C'est que, en effet, la situation a changé rapidement et la mobilisation industrielle a chausssé ses bottes de sept lieues.

Ton usine, qui fabriquait des machines à décapser les moteurs d'automobiles, fabrique maintenant les mêmes machines ou presque, mais pour dégrasser et décapser les douilles et les obus des cartoucheries de Rennes ou d'ailleurs.

Louise ta as appris la nouvelle utilisation de ton travail, la première réaction a été la révolte et tu as pensé refuser ce travail et engager tes camarades à adopter la même attitude. Eux, comme toi, ont réfléchi. Et alors ?

alors, tu as demandé à ton copain André si ça embauchait dans sa boîte qui, elle, continue à ne pas produire pour la guerre. Il t'a répondu qu'on licencierait le personnel à raison de 30 par semaine ! l'usine ne pouvant plus avoir de matières premières selon ses besoins, ces matières étant réservées en priorité aux productions de guerre.

Tu as demandé à Jean, qui est dans le bâtiment, s'il n'y aurait pas moyen de faire entrer sur son chantier. Hélas ! Jean partait le lendemain en déplacement en Seine-et-Oise, pour assembler les splendides éléments préfabriqués qui composeront les résidences des militaires occupants du S. H. A. P. E ! Et à un tel et à tel autre auquel tu demandais du travail les réponses furent les mêmes : on embauche, oui, pour la guerre, on licencie ceux que l'on ne peut, en raison de leur travail, convertir en producteurs de l'armée. Si, pourtant, il y a Chausson, il y a Simca, qui embauchent.

Alors tu as compris que tu ne pouvais rien tout seul, que le fait que tu te refuses à faire des engins de guerre n'empêcherait pas la guerre et ne ferait qu'accroître ta propre misère.

Tu as compris que lorsqu'un gouvernement met l'économie de tout un pays sur le pied de guerre les possibilités de lutte révolutionnaire ne sont pas dans une tour d'ivoire, mais au contraire sur un plan collectif de revendication insatiable et incessante.

Il ne s'agit donc pas de se soustraire à une classe ouvrière contrainte de travailler pour la guerre, mais bien au contraire, d'y rester intégré — et de lut-

er. Quelles sont, dans ces conditions, nos possibilités ?

Disons-le tout de suite : elles sont encore multiples. Encore, car lorsque la fascisation du pays aura fini d'accomplir, il nous faudra adopter des méthodes